



Le 7 Mars 2016,

A Monsieur Manuel VALLS
Premier Ministre
57, rue de Varenne
75007 PARIS

Cabinet du Maire
Réf. : F.T/A.M/2016.163

Monsieur Le Premier Ministre,

Le 2 mars 2016, j'ai rencontré les syndicalistes de Bombardier et d'Alstom concernant les difficultés de l'industrie ferroviaire et de ses sous-traitants.

En effet, Alain BELLEMARE, Président et chef de la direction chez Bombardier Inc, a annoncé un vaste plan de suppressions de 7000 emplois dans le monde. La branche transport de l'entreprise sera amputée de 3200 emplois. On annonce 600 suppressions de postes en Europe (hors Royaume-Uni). Jusqu'à aujourd'hui, Bombardier n'a donné aucun élément concernant sa branche française, ce qui inquiète bon nombre de salariés, dont ceux du site de CRESPIEN.

Alors qu'en France et ailleurs, nous avons un besoin urgent de modernisation du réseau ferré. Dans le cadre par exemple de la lutte contre le réchauffement climatique, nous devons investir massivement dans des transports publics propres et de qualité. Or, l'industrie ferroviaire est au cœur de cette problématique avec des recherches de plus en plus poussées concernant la diminution de l'empreinte écologique du réseau (émissions polluantes, consommation d'énergie...). De plus, nous ne pouvons accepter l'effondrement de 22,9% du trafic ferroviaire de fret entre 2005 et 2014.

C'est pourquoi je partage pleinement avec les salariés leur grande inquiétude concernant les futures commandes dans le domaine du Transport Express Régional. Ces derniers temps, Bombardier et Alstom ont subi un certain décalage de l'appel d'offre initialement prévu et les commandes réelles effectuées. Les salariés du secteur sont également très préoccupés concernant le futur appel d'offre de la SNCF concernant les nouvelles rames de RER-NG. Je partage également leur inquiétude sur les 35 rames de MI9 de la RATP restants à réaliser sur les 175 promises. Sans nouvelles commandes françaises à court terme, nous risquons dans les entreprises du secteur et au sein de leurs sous-traitants un nombre important de suppressions d'emplois.

Bombardier et Alstom ont plus que jamais besoin du soutien fort des pouvoirs publics face à la concurrence chinoise. Je tiens à vous rappeler que les deux grandes entreprises chinoises du secteur, China CNR et China CSR, ont fusionné et le chiffre d'affaires cumulé de cette nouvelle entité représente plus du double du chiffre d'affaires cumulé de Bombardier et de Siemens.

L'industrie ferroviaire en France représente plus de 11.000 emplois et un chiffre d'affaires cumulé de 2.5 milliards €, auxquels nous ajoutons les 5.500 emplois des entreprises sous-traitantes avec un chiffre d'affaires total de 532 millions €. Elle est reconnue dans le monde pour son savoir-faire français. La Région Nord-Pas de Calais-Picardie est la première dans l'industrie ferroviaire. En effet, elle concentre 40% des effectifs travaillant dans ce domaine et produit trois voitures sur quatre. Le Valenciennois représente 60% des emplois de la région dans la filière. Nous avons le seul centre d'essai français. Valenciennes est le siège de l'Agence Ferroviaire Européenne. L'Université du Hainaut-Cambrésis forme près de 250 diplômés par an orientés dans le domaine du transport. Plus que jamais notre territoire dépend également de l'industrie ferroviaire.

Nous ne pouvons brader ce savoir-faire d'excellence, et laisser des entreprises vendant des matériaux moins chers et de moins bonne qualité, fabriqués dans des pays qui ne respectent pas les mêmes critères européens, plus particulièrement en matière d'acquis sociaux.

Monsieur le Premier Ministre, le Valenciennois subit en ce moment même une nouvelle catastrophe sociale suite aux plans sociaux chez Vallourec, mais aussi chez Akers, Areva,... . Nous ne pouvons nous permettre un nouveau drame pour les salariés de notre territoire. L'Etat doit favoriser le produire français, y compris dans l'industrie ferroviaire, et défendre ces entreprises d'avenir dans leurs conquêtes pour de nouveaux marchés. Le devoir des autorités du pouvoir en place doit être de préserver nos emplois, de sauvegarder notre-savoir-faire et de permettre aux habitants de notre territoire de voir l'avenir avec confiance.

La jeunesse, qui n'a pas hésité à clamer sa colère ces derniers jours, est la première concernée par ces orientations. Une nouvelle politique économique et industrielle alternative s'impose de toute urgence !

Veillez agréer, **Monsieur le Premier Ministre**, l'expression de ma très haute considération.


Fabien THIÉMÉ
Maire de Marly
Vice-Président de la Communauté
D'Agglomération de Valenciennes
Métropole